



# Face au cynisme du gouvernement et des riches POUR COMBATTRE LA PAUVRETÉ COMBATTONS LE CAPITALISME ET SES SERVITEURS !

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

BULLETIN NPA

18 SEPTEMBRE 2018

La semaine dernière, Macron nous a annoncé son « plan pauvreté ». Trois mois après avoir qualifié de « *pognon de dingue* » l'argent utilisé pour les minimas sociaux, ce « président des très riches » nous assène maintenant que « *la pauvreté ne doit plus se transmettre en héritage* » !

Mais très vite, le naturel est revenu pour menacer ceux qui « bénéficient » de minimas sociaux. Pour lui, « *l'émancipation, c'est savoir que si la nation nous doit quelque chose, c'est que nous lui devons quelque chose en retour* ». Car l'obsession de Macron et des patrons, c'est bien de montrer du doigt ceux qui subissent le chômage, l'exclusion. Ce ne serait pas ceux qui excluent, qui exploitent, qui licencient et créent la précarité et la pauvreté qui seraient les responsables, mais les travailleurs pauvres, les chômeurs, les immigrés !

## Le plan Macron : une véritable escroquerie

A priori, 8 milliards d'euros, soit 2 milliards par an, ce n'est pas rien. Mais c'est une goutte d'eau, comparé aux 16 milliards de suppression de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) que les ultra-riches économiseront sur le quinquennat, ou aux 38 milliards versés aux entreprises, grâce au Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Rien que cette année, c'est 20 fois le budget de ce soi-disant « Plan contre la pauvreté ».

Macron a le culot de prétendre combattre la pauvreté. Mais toute sa politique précarise et appauvrit les classes populaires, le monde du travail. Les retraites et les minimas sociaux sont bloqués à 0,3% alors que l'inflation (officielle) est de 2,3% ! Les suppressions d'emplois et les fermetures d'entreprises se multiplient. Et dans le même temps, les profits explosent : près de 100 milliards de bénéfices pour les 40 premières entreprises françaises et leurs actionnaires sur un an !

## L'obligation d'accepter des petits boulots sous-payés

Et l'annonce d'un « revenu universel d'activité » à partir de 2020 ne change rien à l'affaire. D'abord

parce qu'il s'agit de venir remplacer des aides sociales déjà existantes : entre autres, RSA, APL et la Prime d'activité. De plus, une étude a montré que cette « création » baisserait les revenus de 3,5 millions de foyers... pour augmenter celui de 3,3 millions de foyers seulement !



Enfin, le versement de ce « revenu » serait conditionné à « *l'obligation d'inscription dans un parcours d'insertion qui empêche de refuser plus de deux offres raisonnables d'emploi ou d'activité* ». Mais pour ce Président qui prétend qu'il suffit de « *traverser la rue* » pour trouver un emploi, il s'agit évidemment d'aggraver la pression sur les chômeurs pour qu'ils acceptent n'importe quel emploi à n'importe quel tarif. A quand les petits boulots à un euro comme en Allemagne, pour les chômeurs de longue durée ?

## Reprendre le chemin de la mobilisation

Oui, « l'État providence » voulu par Macron a le visage très ancien de la mise au travail forcé pour un salaire de misère de toutes celles et ceux qui sont en état de travailler. Et d'une assistance misérable, accordée sous condition aux plus pauvres, pendant que les plus riches ne cessent pas de s'enrichir.

Oui, le « destin » de Macron a un nom : l'exploitation, la lutte de classe que mènent les riches !

Et ce n'est que par les méthodes de la lutte de classe que nous pourrions contester cette régression sociale, en contestant le « droit » des banques, des multinationales, des grands actionnaires et de leurs serviteurs politiques de soumettre l'ensemble de la société aux profits des possédants, aux intérêts d'une infime minorité.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur  
l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ...

